



ELEVAGE

Un programme d'aide pour développer la filière avicole

L'ambassadeur des Etats Unis au Congo, Eugene S Young, a lancé hier, en présence des ministres congolais en charge des Forêts et de l'Elevage, le programme d'aide au développement de la filière avicole autour des aires protégées au nord Congo.

Dénoté « Soso po na moto nionso », en français « le poulet pour tous », ce programme financé par l'Agence des Etats unis pour le développement international, d'un montant de près de 4 milliards FCFA, sera mis en œuvre par la Wildlife Conservation Society en partenariat avec le gouvernement. Il vise, selon le diplomate américain, à augmenter la production de volaille au Congo, diversifier les sources de protéines en milieu rural et les moyens de subsistance de la population dépendante de la viande de brousse.

Page 3



La cérémonie de lancement du programme « Soso po na moto nionso »

ELECTION AU CAMES

La Côte d'Ivoire sollicite le soutien du Congo



Adama Diawara en audience avec le président Denis Sassou N'Guesso

Candidate au poste de secrétaire général du Conseil africain et malgache pour l'Enseignement supérieur (Cames), la Côte d'Ivoire veut compter sur le soutien de la République du Congo pour son

élection. Porteur du message du président Alassane Ouattara, le ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Adama Diawara, reçu en audience le 9 mai par le président Denis Sassou N'Guesso, a présenté le dossier du candidat de son pays, le Pr Souleymane Konaté.

Page 16

BACCALURÉAT TECHNIQUE 2022

Quarante candidats déposent de faux diplômes

Quarante faux diplômes ont été découverts dans les dossiers des candidats inscrits au baccalauréat technique et professionnel session 2022. Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a déclaré hier à Brazzaville que ces candidats « faussaires » ne prendront pas part à cet examen d'Etat dont les épreuves pratiques d'éducation physique et sportive ont été lancées au lycée technique commercial.

Page 5



Début des épreuves d'éducation physique

COOPÉRATION

La société civile invite à réviser les accords-cadres Congo-Rwanda

Le Consortium des associations pour la promotion de la gouvernance démocratique et l'Etat de droit (Capped) a sollicité de l'Etat congolais, le 10 mai à la faveur d'un point de presse, la révision des accords-cadres

relatifs à la cession au Rwanda de 12 000 hectares de terre et de la zone industrielle de Maloukou.

Le Capped a rappelé que « la Constitution congolaise du 25 octobre 2015 dispose, en son ar-

ticle 219, que nulle cession, nul échange, nulle adjonction du territoire national n'est valable sans le consentement du peuple congolais appelé à se prononcer par voie de référendum ».

Page 2

EDITORIAL

Mathématiques

Page 2

ÉDITORIAL

Mathématiques

Le commun des mortels se demande souvent à quoi servent les mathématiques dans le développement d'un Etat. Une question qui a déjà trouvé de réponses au cours des précédents congrès panafricains entièrement dédiés à ce sujet.

Cette année, Brazzaville aura l'insigne honneur d'abriter la dixième édition placée sur le thème « Les mathématiques pour le développement ». Des retrouvailles très attendues en août prochain qui vont regrouper près de 200 participants de plusieurs pays africains. Et les préparatifs vont bon train, selon le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique. Car l'enjeu est de taille.

Tous les scientifiques s'accordent que les mathématiques nous entourent et nous aident à mieux comprendre le monde. Elles sont liées à de nombreuses activités : esthétique, cuisine, commerce, finance, statistique, science, technologie, biologie, couture, etc. Le spectre est très large.

Dans une époque numérique comme la nôtre, les mathématiques sont devenues l'un des leviers incontestables du développement et les chercheurs ont démontré qu'actuellement, il est presque impossible de passer une journée sans s'en servir d'une manière ou d'une autre.

Les études scientifiques axées sur les mathématiques constituent une bonne orientation pour celles ou ceux qui ont le goût des défis intellectuels et le sens de l'analyse. Du médecin au pâtissier en passant par l'agriculteur, le financier, l'architecte ou l'éleveur, chacun y fait recours dans l'exercice de son métier.

Quant aux théoriciens des évolutions sociales, ils affirment que la bonne compréhension des mathématiques est essentielle pour donner un sens à tous les nombres et à tous les problèmes que la vie nous pose. Un message qui gagnerait à être pris en compte dans les programmes éducatifs.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO-RWANDA

La société civile demande la révision de l'accord-cadre

Le Consortium des associations pour la promotion de la gouvernance démocratique et l'Etat de droit (Caped) a demandé, le 10 mai à Brazzaville, dans une lettre ouverte adressée au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de revoir l'accord-cadre signé entre la République du Congo et la République du Rwanda, le 12 avril dernier, et les contrats subséquents.



Maixent Agnimbat Emeka, Blanchard Chéroty Mavoungou, Franck Chardin Aubin Tchibinda, Roch Euloge Nzobo et Bertrand Menier Kounianga/Adiac

Le Capged sollicite également au gouvernement la promotion des investissements locaux, dans tous les secteurs d'activités et l'amélioration du climat des affaires. Le consortium suggère à l'Etat la diversification économique en vue d'une croissance soutenue et résiliente afin de sortir de la dépendance du pétrole. Selon le Capged, la promotion de la transformation locale des ressources naturelles et des matières premières pourrait encourager l'entrepreneuriat national. Par ailleurs, au cours d'un point de presse, les cinq organisations de la société civile membres du Capged ont fait constater l'inconstitutionnalité de cet accord-cadre et des contrats y afférents qui, en outre, seraient préjudiciables selon elles pour les intérêts du Congo. Ces organisations de la société civile rappellent que « la Constitution du 25 octobre 2015 dispose, en son article 219, que : nulle cession, nul échange, nulle adjonction du territoire national

n'est valable sans le consentement du peuple congolais appelé à se prononcer par voie de référendum ».

Les défenseurs des droits humains et de la gouvernance démocratique ajoutent que la cession de douze mille hectares des terres congolaises au Fonds souverain du Rwanda, représenté par l'entreprise Crystal Ventures, est une « violation » de la Constitution. Les membres du Capged relèvent aussi que l'article 44 de la même Constitution dispose : « Tout acte, tout accord, toute convention, tout arrangement administratif ou tout autre fait, qui a pour conséquence de priver la Nation de tout ou partie de ses propres moyens d'existence, tirés de ses ressources naturelles ou de ses richesses, est considéré comme crime de pillage et puni par la loi ».

« Notre démarche s'inscrit dans le cadre des engagements plusieurs fois réitérés par les plus hautes autorités de la Répu-

blique et qui peinent à être tenus », a indiqué Franck Chardin Aubin Tchibinda, directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH).

En référence au discours sur l'Etat de la Nation en 2020, Franck Chardin Aubin Tchibinda, signataire de la lettre ouverte adressée au président de la République, rappelle que ce dernier indiquait : « Les difficultés de l'heure ne doivent pas nous amener à emprunter le chemin hasardeux et dangereux de l'anti constitutionnalité ».

Le Capged est composé de cinq organisations de la société civile chargées défendre les droits humains et la gouvernance démocratique. Il s'agit de l'OCDH, du Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme, de l'Association pour le respect du droit des populations autochtones, du Développement durable et du droit de l'homme, du Cercle des droits de l'homme et de développement et du Mouvement ras-le-bol.

Fortuné Ibara

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubombé Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FILIÈRE AVICOLE

Lancement du projet « Soso pona moto nyonso »

Le directeur de cabinet du ministère de l'Économie forestière, Pierre Taty a procédé, le 10 mai à Brazzaville, au lancement du projet « Soso pona moto nyonso » en présence de l'Ambassadeur des États-Unis au Congo, Eugene S. Young.

Financé par l'Agence des États-Unis pour le développement (Usaid) à hauteur de 3.800.000.000 FCFA et mis en œuvre par la Wildlife conservation society (WCS), ce projet vise le développement de la filière avicole et la diversification des revenus des communautés vivant autour des aires protégées au nord du Congo notamment à Ouesso. Ce, en vue de réduire les menaces pesant sur la biodiversité dans les forêts du nord du pays notamment le commerce non durable de la viande de brousse. Pour une durée de cinq ans, « Soso Pona Moto Nionso » est une solution durable qui permettra entre autres, d'augmenter la production de volaille au Congo, de diversifier les moyens de subsistance des populations congolaises largement dépendantes de la viande de brousse ainsi que de diversifier les sources de protéines en milieu rural.

Selon l'Ambassadeur des États-Unis au Congo, Eugène S. Young, ce projet s'inscrit plus spécifiquement dans la vision du ministère de l'Économie forestière, et se traduit dans sa boîte à outils à savoir : faire de la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles un levier de développement éco-



Les participants au lancement du projet/DR ; l'affiche du projet/DR

nomique pour le bien-être des communautés. « Ce projet aidera les personnes pauvres et défavorisées à élever des poulets qu'ils pourront utiliser pour nourrir leurs familles et générer des revenus. Concrètement, le projet va identifier des personnes qui produisent, transportent et commercialisent déjà des volailles au nord du Congo pour réaliser un test de production massive des poulets à partir d'un don de 2.000 poussins d'une variété à haute production des œufs. Ces poussins seront donc redistribués à très faibles coûts aux autres personnes pour multiplication », a-t-il expliqué.

Et de d'ajouter : « L'activité vise à promouvoir l'élevage des poulets et, à créer plus de 50 petites entreprises d'élevage de poulets pour le bénéfice d'au moins 1500 ménages au cours des trois prochaines années »

En effet, la directrice régionale adjointe de l'Usaid, Alisa Cameron estime que ce projet d'élevage fait partie d'une stratégie globale qui lutte contre le braconnage et le commerce illégal de la viande de brousse. Il offre au communauté locale une alternative qui contribuera à réduire la demande de la consommation de la viande de brousse et à diversifier les revenus des communautés locales. De son côté, Richard Malonga,

directeur générale de WCS, a signifié qu'à Ouesso selon certaines données non publiées, 23% de la population mangent de la viande de brousse chaque jour ; 42% consomment le poisson d'eau douce et 12% de la volaille importée. L'engagement du WCS dans ce programme, dit-il, vise à améliorer l'accès aux protéines animales des populations riveraines des aires protégées ; leurs offrir des sources de revenus alternatives, susceptible de réduire la pression de chasse sur la faune sauvage. « Ce programme s'appuiera sur le pouvoir du secteur privé de la République du Congo pour s'attaquer aux causes profondes des menaces

qui pèsent sur la biodiversité dans les forêts du nord du Congo, en particulier l'exploitation non durable de la viande de brousse. » a-t-il indiqué.

A son tour, Pierre Taty, s'est réjoui du lancement de ce projet qui permettra la proposition du poulet de chair comme source de protéines alternatives à la consommation de la viande de brousse la zone d'intervention de la WCS. « Je voudrais féliciter le gouvernement américain qui à travers l'Usaid a initié et financé le projet « Soso pona moto nyonso ». Nous avons donc bon espoir que les effets et impacts de ce projet se liront dans la zone de mise en œuvre du projet... Toutefois la WCS se doit de tout mettre en œuvre en vue d'une appropriation du projet par les bénéficiaires et de relever les quatre défis assignés à savoir : l'accès aux intrants, l'accès aux marchés, la prévention des maladies, le choix des variétés à ... car la durabilité des impacts du projet en dépend », a-t-il déclaré.

Notons que « Soso pona moto nyonso », est l'un des projets inscrits sous l'accord de subvention pour l'objectif de développement signé en 2019 entre les États-Unis et le Congo.

Gloria Imelda Lossele

FORMATION

Un séminaire sur la mise en œuvre du PND 2022-2026

Les leaders de la société civile ont pris part, le 10 mai à Brazzaville, à un séminaire d'information et de sensibilisation sur leur rôle dans la réalisation du Plan national de développement (PND) 2022-2026 ainsi que dans le processus de décentralisation.

« Le séminaire qui nous regroupe ce jour nous permet de comprendre au mieux notre rôle, nos défis, entre autres, dans la mise en œuvre du PND 2022-2026. Aussi, comprendre la décentralisation et la manière dont les organisations de la société civile sont censées s'insérer pour apporter leur accompagnement dans l'identification et la réalisation des actions de développement à l'échelle des départements, des districts et des villages », a déclaré le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Céphas Germain Ewangui. « PND 2022-2026 : rôle et place des organisations de la société civile dans sa mise en œuvre » ; « Le cadre juridique et règlementaire de la décentralisation au Congo » ; « Les leaders de la société civile face à la problématique

de l'éthique », sont autant de thèmes ayant ponctué les échanges lors de ce séminaire. Les organisations de la société civile et celles non gouvernementales veulent cerner le PND pour jouer leur partition dans sa mise en œuvre. Ce programme est, en effet, un outil de gestion qui a pour but de promouvoir le développement social en répondant aux besoins de la population pour améliorer sa qualité de vie. Les organisations de la société civile dont l'action est orientée dans ce sens méritent d'en savoir plus.

La décentralisation

Pour Céphas Germain Ewangui, il est question, à ce sujet, d'interpeller les différentes organisations pour qu'elles aient des représentations à l'échelle de tous les départements, travailler avec des conseils départementaux et locaux dans le but de promouvoir la mise en œuvre des



Les leaders de la société civile ayant participé au séminaire/DR

programmes et projets de développement communautaire intégré.

L'un des formateurs retenus pour ce séminaire, Gabriel Moussengo, exposant sur le la place et le rôle des organisations de la société civile dans le processus de la décentralisation, a abondé dans le même sens. Selon lui, en effet, la plu-

part de ces organisations sont implantées à Brazzaville alors qu'elles doivent aussi être présentes dans les départements pour accompagner le processus de développement local.

Ce genre de formation, à en croire Céphas Germain Ewangui, doit s'intensifier et s'étendre à travers le territoire national pour contribuer

à faire des organisations de la société civile congolaise une réelle force agissante, un des partenaires stratégiques des pouvoirs publics. Ces organisations devraient servir de contre-pouvoir en interpellant sans cesse les décideurs publics à l'exemplarité, à la moralité républicaine...

Rominique Makaya



COMMUNIQUE DE PRESSE

Eni publie «Eni for 2021» qui décrit les principaux résultats et objectifs de développement durable atteints par l'entreprise

San Donato Milanese (Milan), 11 mai 2022 - Eni publie aujourd'hui «Eni for 2021 - Une transition juste», le 16^e rapport volontaire de développement durable qui décrit la contribution et les objectifs de l'entreprise pour une transition juste, en vue de partager les résultats sociaux et économiques sur la voie de la neutralité carbone d'ici 2050.

«En tant qu'Eni, nous nous sentons fortement responsables de contribuer à donner accès à l'énergie à tous, à soutenir le développement des pays où nous sommes présents et à contribuer à la réalisation des plus hautes ambitions de l'Accord de Paris. Cet engagement est plus fort aujourd'hui, à la lumière de la guerre en Ukraine, à un moment historique où il est nécessaire d'être encore plus inclusif et non diviseur, en recherchant le bien commun et en augmentant les efforts pour assurer la sécurité énergétique de l'Europe, tout en accélérant le processus de décarbonation », a déclaré Claudio Descalzi, PDG du Groupe Eni.

Ces messages sont traités en détail dans le rapport, qui est complété par les volumes « Eni for 2021 - Carbon neutrality by 2050 », axés sur les stratégies et les principaux objectifs climatiques d'Eni, et « Eni for 2021 - Sustainability performance », qui donne un aperçu des indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance de l'entreprise.

Plus précisément, en ce qui concerne la stratégie de neutralité carbone 2050, Eni a encore renforcé ses objectifs en annonçant une réduction de 35% des émissions nettes des champs d'application 1, 2 et 3 d'ici 2030 et de 80% d'ici 2040 par rapport aux niveaux de 2018 (par rapport aux -25% et objectifs de -65 % dans le plan précédent). Pour les émissions nettes de portée 1 et 2, l'entreprise atteindra -40 % d'ici 2025 (par rapport aux niveaux de 2018) et zéro émission nette d'ici 2035, cinq ans avant le plan précédent. Il augmentera également la part des investissements dédiés aux nouvelles solutions énergétiques, visant 30% d'ici 2025, doublant à 60% d'ici 2030 et atteignant 80% d'ici 2040.

Dans la réalisation des objectifs de décarbonation, une attention croissante est accordée au concept de «transition juste», à savoir la gestion de l'impact de la transformation énergétique sur les personnes, en commençant par les travailleurs directs et indirects et en incluant les communautés et les clients. Le rapport donne un aperçu des projets et initiatives adoptés par Eni avec pour assu-

rer une transition équitable. Celles-ci s'inscrivent dans l'évolution constante des activités commerciales de l'entreprise, qui comprennent la conversion de raffineries en bioraffineries, des projets de conservation des forêts, le développement d'énergies renouvelables et la création d'agri-hubs qui fourniront des matières premières pour les bioraffineries, créeront des emplois et soutiendront le développement de nouvelles activités dans les pays de présence.

Eni a également renforcé ses partenariats avec des organisations internationales de coopération au développement. Les principales initiatives pour les communautés menées en 2021 comprennent des activités visant à améliorer l'accès à l'eau pour la population de Bassorah, en Irak, grâce aux usines de traitement de l'eau fournies par Eni, des projets de diversification économique dans le secteur agricole en Angola, au Congo et au Nigeria, et des projets de soutien à l'entrepreneuriat local et des jeunes en Égypte.

L'engagement d'Eni dans la promotion de l'éducation et de la formation professionnelle reste central, comme le montrent les initiatives en Angola, en Égypte, en Irak, au Mexique et au Mozambique.

Informations complémentaires :

Eni for 2021 - A just transition
 Eni for 2021 - Carbon neutrality by 2050
 Eni for 2021 - Sustainability performance
 Eni for 2021 - Executive Summary
 Eni for 2021 - Online feature

Contacts de l'entreprise:

Press office: Tel +39.0252031875 – +39.0659822030
 Shareholders' freephone number (from Italy): 800940924
 Shareholders' freephone number (from abroad): +80011223456
 Switchboard: +39.0659821
 ufficio.stampa@eni.com
 segreteriasocietaria.azionisti@eni.com
 investor.relations@eni.com
 Website: <http://www.eni.com/>

Congo subsidiary: Communication Externe de Eni Congo
 Tel: +242 05-314-01-65 / +242 05-800-61-10
 Email : Communication.Externe.enicongo@eni.com

SANTÉ AU TRAVAIL

Brazzaville abrite un colloque sur la prévention des risques professionnels

Le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale organise, les 10 et 11 mai à Brazzaville, un colloque national sur la prévention des risques professionnels. Le but étant de dresser un état des lieux de la prévention des risques professionnels dans le pays et d'en esquisser des perspectives.

Placé sur le thème « La prévention des risques professionnels : lieux, état des lieux et perspectives », le colloque regroupe les différents acteurs du monde du travail venus, entre autres, des entreprises et des institutions publiques, privées et paraétatiques. L'agenda de travail prévoit des communications portant sur les lieux et état des lieux de la prévention des risques professionnels : expériences de prévention des entreprises ; la prévention vue par les médecins du travail ; l'expérience de formation et de recherche. Il s'agira également pour les participants d'être sensibilisés sur les perspectives en matière des préventions des risques



Les participants/Adiac

professionnels : perspectives au niveau de la direction générale du travail et au niveau de la Caisse nationale de sécurité sociale ainsi que des ateliers. Présidant la cérémonie

d'ouverture, le conseiller au Travail et au Dialogue social du ministre d'Etat, en charge du Travail et de la Sécurité sociale, Florent Bwassi, a rappelé l'intérêt que le gouvernement ac-

corde à la sécurité et la santé au travail. Il a également épinglé des nombreux défis à relever, notamment bâtir une culture de la sécurité et de la santé au travail au Congo ; élaborer et mettre

en place une politique nationale de la prévention des risques professionnels ; veiller à la bonne application de la réglementation en matière de sécurité et de santé au travail. « Ils sont nombreux, ces défis qui nous obligent à travailler tous ensemble, dans un véritable élan de solidarité entre différents acteurs de la sécurité et de la santé au travail, qu'ils soient employeurs, travailleurs ou acteurs institutionnels », a précisé Florent Bwassi, appelant les participants à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de doter le pays d'une culture positive de la sécurité et de la santé au travail.

Parfait Wilfried Douniama

BACCALAURÉAT TECHNIQUE

Quarante faux diplômes détectés

« Les candidats au baccalauréat technique et professionnel ayant déposé les faux diplômes ne se présenteront pas à la session de juin », a indiqué, le 10 mai, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, lors du lancement des épreuves pratiques de l'Education physique et sportive (EPS) au lycée technique commercial, à Brazzaville.

La décision a été prise conformément aux textes de la direction des examens et concours, a indiqué Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ajoutant que c'est ce que le ministère peut faire en des pareilles circonstances. Au total, quarante candidats se sont inscrits au baccalauréat technique et professionnel avec des faux diplômes à la session de juin 2021-2022.

La descente du ministre dans les centres d'EPS lui a permis de se rendre compte du bon déroulement de l'examen. Les centres d'examen à Brazzaville comptent plus de huit cents candidats, répartis dans deux centres différents: au stade annexe et au lycée technique commercial.

Les candidats seront évalués sur quatre disciplines : la course, le saut en longueur, le football et la gymnastique.

Sephora Mouanga, candidate à cet examen, a indiqué qu'elle se sent stressée car elle n'a jamais joué au football. « J'ai appris mon enchaînement par cœur mais ça me paraît aussi difficile d'affronter quelques disciplines que je n'ai pas apprises à l'école », a-t-elle indiqué.

Lydie Gisèle Oko

FORMATION QUALIFIANTE ET EMPLOI

L'Expertise France veut rendre l'ACPE et le Fonea plus opérationnels

L'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) et le Fonds national d'appui à l'employabilité et l'apprentissage (Fonea) ont reçu un appui de taille dans l'exécution de leurs missions. La coopération technique proposée par l'Expertise France s'inscrit dans le but de les renforcer en les rendant plus opérationnels.



Hugues Nguélonlé échangeant avec Rima Le Coquic et Maurizio Cascioli/Adiac

La directrice générale des opérations de l'Expertise France a évoqué le projet, le 9 mai à Brazzaville, avec Hugues Nguélonlé, le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi. Rima Le Coquic était accompagnée de Maurizio Cascioli, le représentant de l'Agence française de développement (AFD), puisque l'Expertise France a rejoint le groupe AFD, devenant une filiale. Elle mène des opérations très importantes au Congo sur financement de l'AFD pour appuyer le Fonea et l'ACPE, deux structures récemment créées après l'éclatement de l'Office national de l'emploi et de la main d'œuvre. « C'est

de la coopération technique pour renforcer ces deux structures et les rendre assez opérationnelles rapidement. Pour l'emploi, l'Expertise France travaille sur l'accompagnement de l'ACPE. On a une équipe d'experts en appui au Fonea. L'objectif de cet accompagnement est d'accélérer la mise en place de l'offre de service sur l'insertion professionnelle avec tout l'enjeu d'adéquation entre l'offre qui sera à proposer et le marché de l'emploi », a expliqué Rima Le Coquic.

L'ACPE, a-t-elle reconnu, a été créée pour apporter un accompagnement des chercheurs d'emploi dans un parcours complet pour

identifier leurs compétences en vue de les orienter vers des offres d'emploi qui sont en adéquation avec leur profil. Les deux personnalités ont aussi évoqué la préparation de la phase 2 du projet dont la priorité consiste à apporter concrètement des offres de services rapides à l'appui et à l'insertion professionnelle. « Nous avons évoqué tout l'enjeu du Forum de la diaspora qui a été déjà organisé et d'autres qui pourraient se tenir pour essayer de voir avec la diaspora comment elle peut venir au Congo et aider à développer l'emploi dans le pays », a précisé la directrice générale adjointe des opérations de l'Expertise France.

James Golden Eloué

AGENCE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE COMMUNIQUE

Aux propriétaires et exploitants des installations électriques privés

L'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL) rappelle aux personnes physiques et morales disposant d'unités de production d'électricité sur l'ensemble du territoire national que, conformément aux dispositions de la loi no 14-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'électricité et du décret no 2017-249 du 17 juillet 2017 fixant les conditions d'exercice de l'autoproduction de l'électricité au Congo, la propriété et l'exploitation d'unités de production d'électricité à des fins personnelles ou sa vente aux tiers, sont soumises à une autorisation administrative, lorsque la puissance totale des équipements de production est

supérieure ou égale à 250 kW.

Aussi, l'ARSEL invite toutes les personnes physiques ou morales soumises à ce régime d'autorisation administrative, de prendre attache avec ses services situés au n° 116 de l'Avenue Gouverneur Félix EBOUE - MPILA Brazzaville (Téléphone : 00 242 065202862 ; Email : arsel.cg@gmail.com) pour accomplir les formalités y afférentes, dans le respect de la réglementation en vigueur.

LA DIRECTION DE L'ARSEL

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sastou Nguesso
immeuble les manguiers (Mollo)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Une campagne de vulgarisation de la loi Mouébara

En séjour de travail à Oyo, dans le département de la Cuvette, la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Inès Nefer Bertille Ingani, vient de lancer la campagne de vulgarisation de la loi portant lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles, encore appelée la loi Mouébara.

Lancée officiellement à Oyo, la campagne nationale s'est poursuivie dans les quartiers, notamment à l'hôpital général Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, au lycée d'excellence de la localité ainsi que dans le marché où personnel soignant, élèves, enseignants et vendeuses se sont faits une idée des innovations apportées dans cette loi. Accompagnée des élus locaux de la commune d'Oyo, Inès Nefer Bertille Ingani s'est, par la suite, rendue à Edou et Abo pour vulgariser la loi Mouébara.

Adoptée par les deux chambres du Parlement lors de leur dernière session, la loi Mouébara a été promulguée le 4 mai dernier par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. La ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement a félicité le président de la République pour avoir concrétisé en deux mois seulement son engagement pris lors de la Conférence des chefs d'Etat de l'Union africaine, tenue à Kinshasa en novembre 2021 sur la masculinité positive, en dotant le Congo d'une loi spécifique portant lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.



La ministre posant avec les officiels/DR

Cette loi comporte plusieurs innovations surtout concernant l'allongement des délais de prescription passant du simple à une infraction, puni de peine et d'emprisonnement et/ou d'amende. Il s'agit aussi des délais de prescription pour les infractions commises sur mineure qui a la possibilité de recourir dès qu'elle atteint l'âge de la maturité. Inès Nefer Bertille Ingani a également justifié la dénomination de cette loi en ces termes : « *Emilienne Mouébara, dont la loi porte son nom,*

est une femme qui avait bien vu les valeurs... Même si elle n'avait pas été victime de violences, cette maman aussi voyante que dynamique revêtue de force et de sagesse a impacté notre nation à travers ses entrailles qui ont donné un fils qu'elle a élevé, éduqué, encadré jusqu'à en faire un chef de l'Etat », a-t-elle rappelé devant les autorités locales, parlementaires et élèves de la Cuvette, sollicitant l'implication de tous.

Assurer le relais

Le préfet du département de la Cuvette, Jean-Christophe Tchikaya, de son côté, a salué le leadership de l'initiatrice de la loi Mouébara. « *Votre engagement aux côtés du président de la République en faveur des droits, de l'émancipation et de la prise en charge institutionnelle des femmes témoigne davantage votre volonté de vous affirmer chaque jour par un leadership natio-*

nal. Les femmes de la Cuvette à l'unisson reconnaissent et soutiennent votre combat », a-t-il déclaré.

Ayant pris connaissance de la loi Mouébara, les femmes et filles d'Oyo ont demandé au gouvernement de l'appliquer afin de soulager les orphelins et les veuves. Faisant partie de cette campagne de sensibilisation et de vulgarisation, les députés de Ngoko, Blaise Ambeto, et d'Oyo 1, Justin Yoka, ont pris l'engagement d'en assurer le relais lors de leurs descentes parlementaires. « *Nous, parlementaires, sommes chargés de répartir dans nos circonscriptions respectives pour déployer ce train Mouébara. Il s'agira de vulgariser pour atteindre au plus profond du pays la population cible, à savoir les femmes et les filles », a promis Blaise Ambeto.*

Déployée sur le concept « Train Mouébara », la campagne de vulgarisation de la loi portant lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles se poursuivra dans les autres départements du pays, a annoncé Inès Nefer Bertille Ingani.

Parfait Wilfried Douniama



AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO) N° : 006/F/PSTAT/UCP/2022

Pays : République du Congo

Nom du Projet : projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT)
Prêt n° : 88510-CG

Nom du marché : Acquisition et installation d'un groupe électrogène (200kVA) et d'un transformateur (160kVA) dans le site du complexe de l'institut national de la statistique (INS) et du centre d'application de la statistique et de la planification (CASP).

Appel d'offres (selon le PPM) : PSTAT-006-F-AON-22

Date de Publication : le mercredi 11 mai 2022

Date de clôture : le lundi 13 juin 2022

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour le financement des activités du « *Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT)* », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « *Acquisition et installation d'un groupe électrogène (200kVA) et d'un transformateur (160kVA) dans le complexe de l'institut national de la statistique (INS) et centre d'application de la statistique et de la planification (CASP)* ».

2. Le Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture et l'installation d'un groupe électrogène et d'un transformateur pour le complexe INS-CASP.

3. Une visite du site sera organisée par le PSTAT le mercredi 25 mai 2022 à partir de 10h 00 heure locale au site du complexe INS-CASP à MPILA. Les frais de la visite sont à la charge du soumissionnaire et non remboursables.

4. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI)* » version de juillet 2016, révisé en Novembre 2017 et Août 2018 de la Banque mondiale (« *le Règlement de passation des marchés* »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination de Projet du PSTAT, à l'email suivant pstatcongo@gmail.com et prendre

connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouvertures des bureaux de 08 heures à 16 heures.

6. Le Dossier d'Appel d'offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de Cent mille (100.000) francs CFA. La méthode de paiement sera en espèce ou par virement bancaire.

7. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 13 juin 2022 à 12 heures 00 (heure locale). La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse et numéro mentionnée ci-dessous le 13 juin 2022 à 12 heures 30 minutes (heure locale).

8. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre, pour un montant d'un million (1.000.000) de francs CFA.

9. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur

les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres ».

10. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Renforcement des Capacités en Statistique

A l'attention du coordonnateur du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques
Unité de Coordination du Projet, à Brazzaville, derrière l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Congo, bloc 1, parcelle 70/59 bis, arrondissement 2 Baongo tél : +242 22 613 31 08
pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur

Patrick Valery ALAKOUA. -

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT FRANÇAIS
DU CONGO

MERCREDI

11

MAI - 17H00
PARVIS



FESTIVAL
MBOTÉ
BOB

AVEC

RAS-KAYA

SHIPATA

KIZMA CONNECTION

PAVY KOMBO

DOC J

LA PETITE DODO



ENTRÉE LIBRE



AFRIQUE

La CEEAC et l'Union africaine renforcent leur coopération

Le président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Moussa Faki Mahamat, a été reçu pour la première fois, le 6 mai, au nouveau siège de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) par le président de cette institution, Gilberto Da Piedade Verissimo.

Les deux personnalités se sont retrouvées en tête à tête avant de prononcer des allocutions devant la vice-présidente de la Commission de la CEEAC, les commissaires, le secrétaire administratif, les conseillers, les directeurs et chefs de service.

Au cours de son intervention, le président de la Commission de la CEEAC a rappelé la poursuite du processus de réformes de cette institution qui, à terme, ferait de celle-ci un véritable pilier de l'Union africaine (UA) et de l'intégration continentale.

L'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo a ensuite évoqué la nécessité d'approfondir les relations de coopération entre la CEEAC et l'UA, une coopération qui, selon lui, a été matérialisée par une nouvelle division du travail et la signature, il y a quelques mois à Addis-Abeba, d'un nouveau protocole de coopération entre les deux institutions.

« La CEEAC est disposée à travailler main dans la main avec la Commission de l'Union africaine dans le respect des principes de solidarité, de subsidiarité et de complémentarité et souhaite cette coopération de plus en plus forte entre les deux sièges et leurs différents bureaux de représentation y compris dans les situations les plus sensibles comme celles qui



La visite guidée du nouveau siège de la CEEAC/DR

prévalent en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo et dans les Grands Lacs en général », a-t-il déclaré.

Selon Gilberto Da Piedade Verissimo, la CEEAC souhaite parler d'une seule et même voix avec la CUA sur la scène internationale. Pour cela, « il est nécessaire d'harmoniser les mécanismes d'élaboration des positions communes dans les espaces multilatéraux aussi bien sur les questions sociales de portée internationale que sur les questions de candidatures à des postes internationaux ».

A ce sujet, le président Gilberto Da Piedade Verissimo a annoncé la mise

en place prochaine d'un Comité régional de candidatures qui interagira avec les différents groupes régionaux et la CUA.

« La réforme de l'UA pilier de l'intégration régionale »

Prenant la parole à son tour, le président de la CUA a, d'entrée de jeu, rappelé l'importance de l'Afrique centrale due, entre autres, à la centralité de sa position géographique, mais aussi à ses richesses naturelles. En outre, le président Moussa Faki Mahamat a insisté sur la réforme de l'UA qui réserve une place de choix aux Communautés économiques régionales (CER) qui, selon lui, devront être de véritables piliers de l'in-

tégration régionale. « Pour achever l'Afrique qu'il nous faut, il nous faut une Afrique intégrée, une Afrique prospère et une Afrique en paix et c'est ici que l'implication des CER, notamment celle de la CEEAC est cruciale », a-t-il indiqué.

Le patron de la CUA a, par ailleurs, épinglé les effets pervers de la covid-19 et le conflit entre la Russie et l'Ukraine comme deux menaces qui mettent une pression sur l'Afrique, un continent qui demeure malheureusement le maillon faible de la communauté internationale.

S'agissant de la marche et du développement de l'Afrique centrale, le président de la CUA a émis ses re-

grets que l'Afrique centrale, dont il est originaire, soit la moins intégrée physiquement et commercialement, car sans infrastructures physiques, il n'y a pas de développement commercial. « Il ne faut pas que l'Afrique centrale ne soit qu'une région de rente, d'exploitation des ressources naturelles où tout est exporté à l'état brut », a-t-il précisé. Moussa Faki Mahamat a également fait le tour des questions sécuritaires, humanitaires, ainsi que celles liées aux changements climatiques et a appelé au leadership des dirigeants de la région, afin de régler toutes ces questions « par soi-même et pour soi-même ».

« Faisons-en sorte d'engager notre leadership sur le plan politique, économique, social et sociétal pour qu'ensemble nous puissions participer, de manière effective, à la construction de l'Afrique que nous voulons, une Afrique intégrée, une Afrique prospère et une Afrique en paix », a conclu Moussa Faki Mahamat, avant de signer le livre d'or de la CEEAC.

Après leurs interventions respectives, Moussa Faki Mahamat et Gilberto Da Piedade Verissimo ont visité la galerie de photos du siège de la CEEAC qui retrace l'historique de l'institution régionale.

Yvette Reine Nzaba

APPEL D'OFFRE

Sélection d'une société de mise à disposition du personnel

La Banque UBA CONGO a le plaisir de porter à votre connaissance qu'un appel d'offre est ouvert pour la sélection d'une société de mise à disposition du personnel.

À cet effet, toute société intéressée par cette offre est invitée à nous faire parvenir sa proposition dont le contenu devra comprendre :

- Une déclaration d'intention à soumissionner, adressée à Monsieur le Directeur Général d'UBA Congo ;
- Un dossier fiscal ;
- Une offre financière ;
- Une offre Technique.

Le dossier de soumission devra être présenté en deux (2) exemplaires, un original et une copie, avec la mention "**Confidentiel : Appel d'offre. Mise à disposition du Personnel**".

Les sociétés soumissionnaires sont priées de nous faire parvenir leurs dossiers sous pli fermé au plus tard le 15 mai 2022 aux adresses suivantes :

- Brazzaville : 37 avenue William Guynet, face rond-point City Center, centre-ville ;
- Pointe-Noire : avenue Charles de Gaulles, en face de l'Hôtel Atlantique Palace.

N.B : Seuls les dossiers respectant les exigences évoquées ci-dessus seront acceptés.

UBA
United Bank for Africa

CRISE ALIMENTAIRE

La guerre en Ukraine augmente les risques en Afrique

Les niveaux de faim en 2021 ont dépassé tous les records précédents et la situation devrait s'aggraver cette année en raison de la guerre en Ukraine, selon un rapport. L'Afrique serait le continent le plus touché. Déjà sous le choc de la covid-19, les combats en Ukraine ont introduit de nouveaux risques susceptibles d'avoir un impact sur le continent.

Environ 193 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë et avaient besoin d'une aide urgente dans cinquante-trois pays et territoires en 2021. C'est une augmentation de près de quarante millions de personnes par rapport à 2020, selon « Le rapport mondial sur les crises alimentaires en 2022 ». Plus d'un demi-million de personnes étaient confrontées à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë, caractérisés par la famine et la mort (Éthiopie, Soudan du Sud, Madagascar et Yémen), soit quatre fois plus qu'en 2020. L'insécurité alimentaire aiguë dans le monde devrait encore se détériorer en raison du conflit en Ukraine et de ses répercussions sur les prix des denrées alimentaires, l'énergie et des engrais. L'invasion de l'Ukraine par la Russie affectera la sécurité alimentaire en Afrique, en matière de disponibilité et de prix des aliments importés, ainsi qu'en ce qui concerne les incertitudes croissantes sur les marchés financiers mondiaux et les chaînes d'approvisionnement. La Russie et l'Ukraine, souvent qualifiées de grenier à blé du monde, sont des acteurs

majeurs de l'exportation de blé et de tournesol vers l'Afrique. Ces deux pays représentent 80% de toutes les importations de blé de l'Algérie, de l'Égypte, de la Libye, du Maroc, de la Tunisie, du Nigeria, de l'Éthiopie, du Soudan et de l'Afrique du Sud.

Une augmentation du nombre de faim attribuée aux conflits

Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial a attribué l'augmentation du nombre de faim aux conflits. Si les crises alimentaires seraient motivées par de nom-

été le principal moteur de l'insécurité alimentaire aiguë dans vingt et un pays, tandis que les conditions météorologiques extrêmes ont été la principale cause pour huit pays africains. Le rapport souligne des détériorations majeures attendues dans le nord du Nigeria, au Yémen, au Burkina Faso et au Niger en raison du conflit, ainsi qu'au Kenya, au Soudan du Sud et en Somalie, frappés par des saisons des pluies inférieures à la moyenne. Le rapport démontre « à quel point la combinaison des conflits, des extrêmes climatiques de

Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Ahunna Eziakonwa, a déclaré que la pandémie de covid-19 avait déjà créé un « immense mécontentement » à travers le continent, plongeant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté et « faisant reculer » la démocratie dans certaines parties de l'Afrique.

Augmentation de la pauvreté et des inégalités

L'économiste principal du Pnud pour l'Afrique, Raymond Gilpin, a indiqué que la dépendance du continent vis-à-vis des im-

l'Afrique est confrontée à la fois aux « effets continus de la covid... aux effets nouvellement ressentis de la guerre russo-ukrainienne et... aux défis et aux pressions liés au climat », a-t-il révélé. « Alors que le coût du carburant devient plus cher (...), nous allons voir des millions de ménages se tourner vers des sources d'énergie non durables, et cela dans de nombreux environnements fragiles, en particulier des endroits comme le Sahel », a déclaré Raymond Gilpin. « Nous allons voir beaucoup plus de déforestation et un recul des progrès significatifs qui avaient été réalisés dans le verdissement du Sahel », ainsi qu'une augmentation des tensions, avec une « forte possibilité » de se transformer en manifestations violentes, a-t-il estimé. Lors d'une visite au Sénégal, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré qu'« il est impossible de ne pas mentionner la guerre en Ukraine et son impact sur l'Afrique ». Cette guerre a aggravé une « triple crise alimentaire, énergétique et financière » à travers le continent africain, a-t-il souligné.

Noël Ndong

« Alors que le coût du carburant devient plus cher (...), nous allons voir des millions de ménages se tourner vers des sources d'énergie non durables, et cela dans de nombreux environnements fragiles, en particulier des endroits comme le Sahel »

breux facteurs, les conflits et l'insécurité restaient la cause la plus importante. Les conflits ont également été le principal moteur dans trois des quatre pays dont la population connaît des niveaux de catastrophe. Les chocs économiques ont

de la pandémie covid-19 a été dévastatrice pour les personnes les plus vulnérables », a souligné le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Qu Dongyu. La Directrice du bureau Afrique du

portations de nourriture, de carburant, de médicaments et de biens de consommation le rendait particulièrement vulnérable à la hausse de l'inflation mondiale. Décrivant la situation comme « une crise sans précédent pour le continent »,

LIBRE CIRCULATION EN ZONE CÉMAC

Libreville annonce la réduction des postes de contrôle sur les corridors

Le Gabon prévoit la suppression de quelques postes de contrôle et de filtrage sur les corridors le liant à ses voisins.

Le ministère gabonais du Commerce a annoncé la suppression des postes de Ntoun qui sera suivie de celui de Mebo. Objectif : fluidifier la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), répondant ainsi favorablement au Comité de pilotage du Programme de réformes économiques et financières, qui a demandé aux pays membres de réduire les postes de contrôle sur les corridors internationaux. Le directeur de la surveillance multilatérale à la Commission de la Cémac, Jean-Claude Nguemeni, rappelle qu'« il a été demandé

aux pays de rationaliser les postes de contrôle au niveau des différents corridors, et si possible de faire une communication sur les contrôles officiels ». Les concertations visant à motiver les États à rationaliser davantage divers contrôles afin de fluidifier la libre circulation des personnes et des biens.

La commission « est en train de mettre en œuvre une politique sectorielle pour lever des barrières sur les corridors. Cela s'effectuera avec l'appui et l'accompagnement des États. Il nous faut de véritables mesures politiques pour qu'on arrive comme l'Afrique de l'ouest à une vé-

ritable intégration physique, à une véritable circulation des biens et des personnes », a fait savoir le directeur de l'enseignement supérieur à la Commission Cémac, Bertrand Doukpolo. « Nous avons déjà un passeport unique Cémac, il ne reste que le Gabon qui va bientôt homologuer son passeport. Une fois cela fait, l'espace Cémac disposera d'un document pour la libre circulation », a-t-il poursuivi, avant de souligner : « Mais nous voulons pousser plus pour arriver, par exemple, à la carte d'identité Cémac. Et ce n'est pas une illusion, ça va se faire. C'est tout un processus ».

Les opérateurs économiques pensent qu'une réelle intégration permettra le développement de la sous-région. Il existe encore plusieurs pesanteurs. Malgré l'effectivité de la libre circulation, le président de la Confédération patronale gabonaise, Alain Ba Oumar, note que des produits sont encore taxés dans la Cémac. Les transporteurs congolais et camerounais confirment l'existence de fortes tracasseries policières et douanières, et dénoncent la corruption ainsi que la multiplication des taxes le long des corridors avec plus de cent postes de contrôle. Ainsi, entre Eboro (frontière avec le Cameroun) et Libreville, on

dénombrer environ cent postes de contrôle intervenant pour plusieurs administrations. « C'est dans l'intérêt de nos entreprises que ces mesures (prises pour la libre circulation, Ndlr) soient mises en œuvre intégralement et qu'on puisse facilement vendre nos produits dans la sous-région », a indiqué Alain Ba Oumar. « Naturellement, la libre circulation n'est pas la libre installation », a souligné le président de la Commission, Daniel Ona Ondo. « Nous mettons des outils et règles en place pour les États. C'est vrai qu'il y a encore des progrès à faire », a-t-il reconnu.

N.Nd.

COP 15

La communauté internationale invitée à prendre des mesures urgentes pour endiguer les pertes en vies humaines

Arrivé le 8 mai dans la soirée à Abidjan, le président Félix-Antoine Tshisekedi a pris une part active le lendemain au sommet des chefs d'État organisé à l'initiative du président ivoirien, Alassane Ouattara, à l'occasion de la tenue de la COP 15 sur la lutte contre la désertification et la sécheresse de la terre.

Durant les interventions qui se sont déroulées à huis clos, le président congolais a une fois de plus porté haut la voix de la République démocratique du Congo, qu'il considère comme pays solution dans la lutte contre le réchauffement climatique et la manière de préserver la biodiversité ainsi que l'environnement. À l'issue du sommet, le président Félix Tshisekedi et ses pairs auxquels il faut joindre certaines personnalités de l'Afrique et du monde ont appelé la communauté internationale à prendre des mesures urgentes pour « endiguer les pertes en vies humaines et en moyens de subsistance que connaît le monde en raison des effets croissants et dévastateurs de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse ».

Le sommet s'est conclu par l'adoption de « l'Appel d'Abidjan » qui exhorte à ce qu'une grande priorité soit accordée à la question de la sécheresse, tout en invitant au renforcement de l'engagement pour atteindre la neutralité en matière de dégradation des sols d'ici à 2030.

L'appel à l'action des dirigeants vient en réponse à un avertissement sévère de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, selon lequel jusqu'à 40 % de toutes les terres libres de glace sont déjà dégradées, avec des conséquences désastreuses pour le climat, la biodiversité et les moyens de subsistance. Le statu quo entraînera, d'ici à 2050, la dégradation de 16 millions de kilomètres carrés (presque la taille de l'Amérique du Sud), avec 69 gigatonnes de carbone émises dans l'atmosphère. Mais la restauration des terres contribuerait à réduire le nombre estimé de 700 millions de personnes susceptibles d'être déplacées par la sécheresse d'ici à 2030.

Alain Diasso

Félix Tshisekedi communitie avec la communauté congolaise de la Côte d'Ivoire

Après avoir participé le 9 mai au sommet des chefs d'État organisé à Abidjan sur la lutte contre la désertification et la sécheresse de la terre, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, accompagné de la première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, a reçu dans la salle de l'hôtel de ville d'Abidjan la communauté congolaise de Côte d'Ivoire.



Des congolais résidant en Côte d'Ivoire/DR

Au cours du face-à-face où des questions lui ont été posées, le chef de l'État a exhorté ses compatriotes de la diaspora à honorer leur patrie par l'adoption d'un comportement digne et responsable envers leur pays d'accueil. Il a mis à profit cette occasion pour exhorter le peuple congolais à l'unité, au bannissement du tribalisme et surtout à l'amour de leur patrie afin de pouvoir relever les énormes défis auxquels elle est confrontée.

Le garant de la nation est revenu

aussi sur les bienfaits de la gratuité de l'enseignement de base et des réformes qu'il tient à opérer dans les secteurs de la justice, de la police et de l'armée avant d'édifier ses compatriotes sur la mise en œuvre de son projet phare de développement de 145 territoires. Celui-ci, a-t-il indiqué, se traduira par la construction des écoles, des infrastructures routières, des centres de santé, la desserte en eau potable et en électricité, etc.

Enfin, le président de Répu-

blique a promis à la communauté congolaise de Côte d'Ivoire de s'impliquer pour l'acquisition par l'ambassade de la République démocratique du Congo à Abidjan d'un siège propre avant de rappeler à ses interlocuteurs que le passeport ordinaire congolais ne coûte que 99 dollars.

Auparavant, en signe d'attachement à leur pays, les Congolais de Côte d'Ivoire ont offert deux cadeaux symboliques au chef de l'État et à la première dame.

A.D.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Tenue prochaine d'un atelier de validation de la politique nationale agricole durable

Des sources proches du ministère de l'Agriculture, l'on apprend que grâce à l'appui technique et financier de Fonds des Nations unies pour l'alimentation (FAO), du Fonds national pour la réduction des émissions de gaz dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (Fonaredd/Cafi), un atelier national sera bientôt organisé pour valider le document de la Politique nationale agricole durable (Pnad).

Le consultant international/FAO, Sylvestre Makanga, a indiqué qu'une fois validé par les différentes parties prenantes, le document sera soumis pour adoption en Conseil des ministres d'ici à fin juin. Toutefois, a-t-il expliqué, l'atelier de validation se tiendra après compilation de toutes les contributions reçues des parties prenantes, y compris du groupe inter-bailleurs pour le développement rural (Gibader). Il a ajouté que le document final qui sera validé et adopté par le Conseil des ministres ne sera pas le produit du ministère de l'Agriculture tout seul, mais celui des efforts conjugués de toutes les parties concernées. Notons qu'après la validation en juillet 2020 de la politique



Les différents acteurs impliqués dans la validation de la Pnad/DR

nationale de l'aménagement du territoire, puis cette année de la politique nationale foncière et bientôt de la politique nationale agricole, la République démocratique du Congo se dote d'importants outils qui lui permettront de bien organiser ces secteurs. Quant à la Pnad, elle tombe à point nommé car elle résoudra 70 % des problèmes alimentaires des congolais. Dans sa mise en œuvre, le ministère de l'Agriculture assurera la coordination sectorielle et la concertation avec les partenaires au développement en vue de garantir son efficacité et le suivi-évaluation des programmes et projets en faveur de toute la population.

Blandine Lusimana

GRAND ÉCRAN

«Ima» à l'affiche à Kinshasa

Diffusé en salles le 11 mai, le premier film de Dadju, réalisé par Nils Tavernier, sera quarante-huit heures plus tard, le 13 mai, à Cinékin et au Ciné Buzz.

Vu en avant-première le 5 mai dernier, au Gaumont Champs-Élysées à Paris, «Ima» a été entièrement tourné à Kinshasa, la ville natale des parents de Dadju. Le film est, d'ailleurs, déjà à l'affiche dans les deux salles réputées de la capitale, Cinékin et Ciné buzz, le 13 mai en soirée, a confirmé au «Courrier de Kinshasa» Emmanuel Lupia. Cinéaste et producteur, le CEO de Tosala Films, société de production audiovisuelle et événementielle, est d'autant plus ravi que sa boîte a complètement assuré la production exécutive du long métrage où Dadju joue son propre rôle. Il partage l'affiche avec sa dulcinée, Ima, rôle campé par l'actrice française d'origine ivoirienne, Karidja Touré.

Le tournage de «Ima», effectué du 3 au 4 octobre 2021, dans plusieurs quartiers, divers lieux et rues de la ville, notamment à Limete, Bandal, Ma Campagne et Kingakati, a dit Emmanuel Lupia, «était un vrai défi sécuritaire». «Au regard de la no-

torité de Dadju qui compte de nombreux fans kinoïis, il n'était pas facile de tourner», a-t-il expliqué. A ce propos, le cinéaste a raconté qu'ils ont été pris en sandwich dans une rue de Bandal où des fans ont réussi à percer le mur de sécurité constitué de policiers. «Au bout d'une heure et demi de tournage, la pression était si forte que la ceinture de sécurité a cédé. Les policiers submergés ont été assiégés, incapables de contenir plus longtemps le flot des personnes décidées à voir la star de plus près», a raconté Emmanuel Lupia.

Le Raïs proposé comme cascadeur

Autre chose encore, lors du tournage d'une scène de cascade à Kingakati, une collusion a été évitée de justesse avec l'ancien président Joseph Kabila, maître des céans. «L'un de nos chauffeurs a failli percuter le Raïs qui passait au volant de son véhicule, il ne le connaissait d'ailleurs même pas. Il s'en était fallu de peu pour que le cascadeur lui entre dedans. Puis, Dadju est allé saluer le Raïs qui, à l'occasion, lui a demandé de lui donner un rôle



L'équipe de production lors d'une journée de tournage/DR

dans le film. Il lui a proposé de prendre place comme cascadeur mais le Raïs a décliné cette offre prétextant qu'il était trop vieux pour y prétendre», a affirmé Emmanuel Lupia.

Réalisé dans une ambiance plutôt bon enfant, le tournage était pour le reste presque une partie de plaisir. Car, a souligné le CEO

de Tosala Films, «Dadju était hyper humble et disponible. Il était très investi dans tout ce qu'il faisait. La super star qu'il est dans la vraie vie ne l'était pas sur le plateau de sorte que les quelques acteurs kinoïis qui ont la côte ici, qui au début prenaient des airs, ont fini par ravalier leur fierté et l'imiter».

Par ailleurs, Emmanuel Lupia a avoué avoir été agréablement surpris par l'attitude de la star. «J'ai remarqué que Dadju était très poli, très sympa, très bien éduqué. Quand il arrivait, il disait toujours à Nils, je suis à ta totale disposition, et c'était vrai», a-t-il témoigné.

Nioni Masela



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risque
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

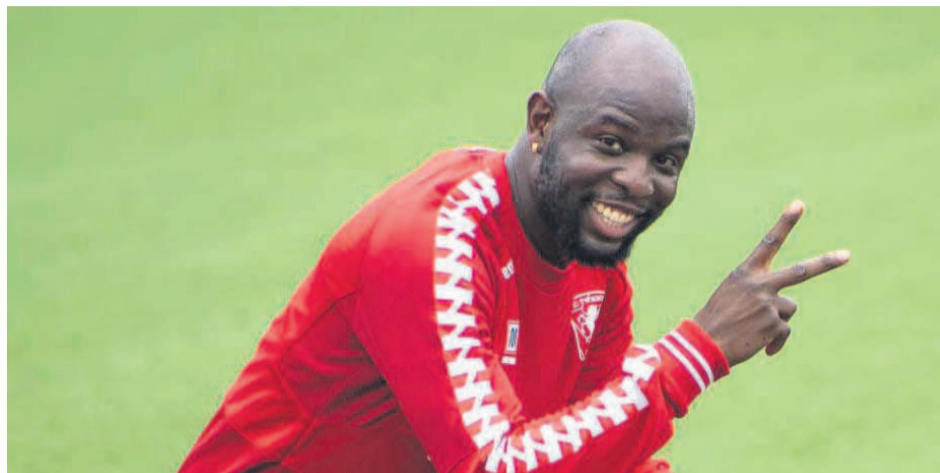
PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

DISPARITION

Décès du footballeur congolais Jody Lukoki

Lailier international Jody Lukoki, 29 ans, a perdu la vie le 9 mai aux Pays-Bas, dans des circonstances assez floues.



Des sources renseignent que le footballeur aurait été attaqué dans une boîte de nuit par des criminels qui l'ont battu à mort. Cependant, les enquêtes seraient en cours pour élucider les circonstances de sa mort.

Formé à l'Ajax d'Amsterdam, le natif de Kindu, dans la province du Maniema, était sans club depuis la fin de son contrat avec Twente (D1 Pays-Bas) en février dernier. Il a résilié à l'amiable son contrat à la suite des problèmes conjugaux, condamné par la justice néerlandaise à des travaux d'intérêt général.

Ancien joueur de Cambuur (D2 Pays-Bas), il a aussi beaucoup joué en Bulgarie, notamment à Ludogorets (D1) où il a été quatre fois champion de Bulgarie, a obtenu deux coupes et deux super coupes et plusieurs participations aux tours préliminaires de la Ligue des champions d'Europe et la phase des groupes de l'Europa League. Il a joué 316 matches pour 48 buts inscrits avec Ludogorets.

Ensuite, il s'est retrouvé à Yeni Malatyaspor en Turquie où il a résilié son contrat après avoir disputé douze matches pour une passe décisive. Son arrivée à Twente était une belle opportunité pour relancer sa carrière, mais ses problèmes conjugaux ont tout compliqué. Il avait trois sélections avec les Léopards de la République démocratique du Congo, appelé pour la première fois en 2015.

Martin Engimo

TRANSFERTS

L'Istanbul Basaksehir recrute Francis Nzaba pour trois saisons

Quatrième du championnat de première division turque, Basaksehir a offert un contrat de trois ans au défenseur international congolais, récent vice-champion du Congo avec Diabes noirs.

Lancé dans le bain international par Paul Put face à la Sierra Leone, en mars dernier, Francis Nzaba avait laissé une bonne impression auprès des suiveurs de la sélection congolaise. Et des recruteurs locaux.

Conquis par la prestation de l'international A, les Stambouliotes de Basaksehir ont ainsi jeté leur dévolu sur le défenseur central, qui a paraphé le 9 mai un contrat d'une durée de trois saisons.

Nzaba, qui a disputé quatre matches de coupe de la Confédération africaine de football avec les Diabes noirs cette saison, s'entraîne d'ores et déjà avec son nouveau club.

D'ici la reprise officielle, le 1er juillet, le vice-champion du Congo devrait retrouver la sélection congolaise où son statut devrait évoluer : en l'absence de Fernand Mayembo, Nzaba pourrait avoir une carte à jouer dans l'axe de la défense face au Mali, à Bamako, puis la Gambie.

Il sera ensuite temps pour lui de se concentrer sur la préparation de la Super Lig, où évolue déjà son compatriote Dylan Saint-Louis, et probablement sur les tours



de qualification à la Ligue Europa Conférence.

A deux journées de la fin du championnat, Basaksehir est 4e et peut encore doubler le 3e, Konyaspor.

Rappelons que le club stambouliote, situé dans le quartier de Basaksehir, sur la rive occidentale du Bosphore, a été champion de Turquie en 2020.

Supporté par le président Recep Erdogan, l'IB évolue au sein du stade Fatih Terim (18 000 places). Les Camerounais Aurélien Chedjou et Pierre Webo, le Nigérian Eneramo, le Togolais Adebayor ou l'actuel Marseillais Under sont passés par le club, qui s'appelait Istanbul Büyükşehir Belediyespor jusqu'en 2017.

Camille Delourme



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com

contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

MARCHE SPORTIVE

Les «10 km de Brazza» officiellement lancés

La première édition des «10 km de Brazza», organisée le 8 mai, a tenu ses promesses, réunissant des centaines de marcheurs venus des administrations publiques et privées de la place.

Les «10 km de Brazza» tirent leur origine du décret n°2019-33 signé le 7 février 2019 par le président de la République, portant institution des journées nationales de la marche sportive de santé pour tous. Ces journées qui contribuent à améliorer la qualité de la vie sont programmées le deuxième et quatrième dimanche de chaque mois. La Ligue du sport de travail de Brazzaville les a organisées en collaboration avec la mairie centrale, dans le souci de contribuer à l'amélioration de la santé des travailleurs. « Notre mission, au niveau de la Ligue, est de contribuer à la santé des travailleurs du département. Parmi les actions, il y a des activités sportives mais également celles liées à la sensibilisation aux maladies telles que le diabète et autres. C'est montrer aux entreprises que le sport n'est pas une charge de l'investisse-



ment mais lorsqu'on investit au travers le capital humain à partir de l'activité sportive, on a un bon rendement », a expliqué Rodrigue Dinga Mbomi. Le coup d'envoi a été donné par Emma Clesh Atipo Ngapi. Les marcheurs, dans une ambiance festive,

ont fait deux fois cinq kilomètres du trajet allant de Mamiwata au rond-point Bolingo. Une inspiration que souhaite pérenniser le premier secrétaire du Conseil départemental et municipal de Brazzaville. « Nous espérons qu'il y aura d'autres jusqu'à

rendre cette marche de plaisance pérenne », a-t-il indiqué. La deuxième édition se tiendra le 22 mai avec le pari de mobiliser davantage les travailleurs du département de Brazzaville. « Les 10 km, c'est un concept que nous avons validé

avec cette volonté du chef de l'Etat de voir les Congolais prendre soin de leur santé par la marche. Nous avons voulu le répercuter au niveau de tous les travailleurs du Congo, notamment ceux de Brazzaville », a expliqué Joël Ellah Kouassi, le directeur de NSIA Assurances.

Gabriel Tchikaya, le directeur départemental du sport de Brazzaville, entend accompagner la Ligue pour la réussite de la deuxième édition. « Il y a des erreurs que j'ai pu constater durant le parcours. Il n'y a pas eu des points de ravitaillement. Il devrait y avoir deux ou trois en eau et en bananes. Comme c'est une première édition, je crois que la direction départementale va accompagner la Ligue à améliorer les conditions lors de la deuxième édition », a-t-il souligné

James Golden Eloué

EN VENTE

Le Protocole de Brazzaville
Une victoire congolaise méconnue
Pierre OBA

Laurent Tengu
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Hérisonne PAYIMA LOMBOBO
La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale
Préface du Pr Godefroy MOYEN

Tuez-le-nous !
Le couloir de la mort
James GASSONGO
Roman

Lecas ATONDI-MONMONDJO
Pierre Savorgnan DE BRAZZA : Totem et Tabous
Préface de Ibéa Decointet De Fillain née Atondi

Simon Batoumeni
Histoire politique du Congo-Brazzaville

Connaissances et Savoirs
SIMON BATOUMENI
Vues de l'intérieur
Réflexion politique sur le Congo-Brazzaville

Pierre MABIALA
Le droit d'occupation et d'acquisition des terres et terrains au Congo
Textes, notes et décisions de la Cour constitutionnelle

Claude-Richard M'BISSA
L'histoire au présent (2005 - 2020)
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo

YOLANDI VOUMBO MATHIMBA MVOUMBO
FLORENT SOANI ZACU
ANNIE BIKOUNGA SAMBA
ANTOINETTE SASSOU-N'GUSSO, sa partition dans le leadership féminin

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE BOXE

Pari gagné pour la nouvelle Ligue

La Ligue départementale de boxe de la ville océane, dirigée par Alexis Mayet, a organisé du 2 au 8 mai à stade Enrico-Mattei dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou, son premier championnat communal. La compétition dont la cérémonie de clôture a été présidée par le directeur des Sports et de l'Éducation physique, Joseph Biangou Ndinga, en présence du directeur de cabinet du préfet de Pointe-Noire et du secrétaire général de la Fédération congolaise de la discipline.

Sept jours durant, des combats rudes ont retenu l'attention de quinze mille spectateurs amoureux des arts martiaux. Le rendez-vous des boxeurs ponténégrins a tenu ses promesses en valeur et en qualité. En effet, les 111 athlètes sociétaires de vingt-deux clubs se sont engagés dans le championnat de relance, après deux ans de passage à vide suite à la crise sanitaire liée au coronavirus.

A l'issue de la compétition, les heureux gagnants de chaque catégorie ont exprimé leur satisfaction de recevoir les médailles. « Je suis ravi de rentrer cette fois-ci à la maison avec ma médaille, parce qu'aux championnats passés on se battait, on se blessait, mais on ne recevait pas les médailles à la fin de la compétition. Je félicite les membres de la nouvelle Ligue et je souhaite que cette expérience soit continue », a indiqué le médaillé d'argent en catégorie Moyen B, Charmant Pandzou, très rassuré de remporter l'or au championnat



Les champions de la catégorie Moyen B contents de leur médaille Adiac

national à Brazzaville.

De même, Gerdel Nzioma Nowa, médaillé d'or, s'est dit très heureux de remporter une première médaille de sa carrière. « Je suis très content d'offrir une médaille à mon club, Black-Panthère, après trois combats gagnés. Je remercie mes encadreurs pour ce qu'ils ont fait pour moi », s'est exprimé le jeune

qui était à sa première aventure devant un grand public.

Alexis Mayet, le nouveau président de la Ligue départementale de boxe, a remercié tous les partenaires qui ont contribué à la réussite de cet événement départemental. « Je vous témoigne ma sincère gratitude pour votre concours à l'aboutissement heureux de ce championnat », a-t-il dit. Pour lui, cette compétition est une première expérience de sa mandature à la tête de la ligue de Pointe-Noire. « Nous espérons, chers sponsors, pour les futures échéances, transformer ce

coup d'essai en coup de maître. Nous comptons résolument sur vous », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, sollicité l'indulgence de tous au sujet des imperfections de toutes natures constatées tout au long de la compétition. Alexis Mayet a aussi formulé ses vifs remerciements au directeur départemental des Sports, et au président de la fédération, Gaëtan Nkodia, pour leur présence et le soutien effectif à la tenue du championnat. « Après une semaine ensemble dans le fair-play, nous voici à la fin de notre championnat qui a réuni 111 athlètes de

22 clubs pour plus de 15 000 spectateurs, une performance remarquable », s'est-il félicité avant d'ajouter qu'au total, 22 médailles d'or, 22 médailles d'argent et 40 médailles de bronze ont été décernées aux meilleurs athlètes de Pointe-Noire. Prenant la parole dans son mot de clôture, le directeur départemental des Sports a félicité les organisateurs pour la réussite du championnat. « Je vous adresse avec force et courage mes vives félicitations pour avoir tenu le championnat de bout en bout, dans une atmosphère sereine et responsable assortie d'une très bonne organisation », a-t-il reconnu, avant de mettre en garde les sportifs. « Je saisis une fois de plus cette occasion pour demander à tous les sportifs de garder ce beau élan d'attitude au combat. Je félicite les vainqueurs et j'encourage les perdants parce que la défaite n'est qu'une partie remise, il faut se remettre en cause afin de se ressaisir pour les futures échéances. Soyez vigoureux, forts et conséquents et surtout prêts à relever les défis vis-à-vis des prochaines compétitions », a-t-il conseillé, souhaitant bonne continuation du programme d'activité à la Ligue.

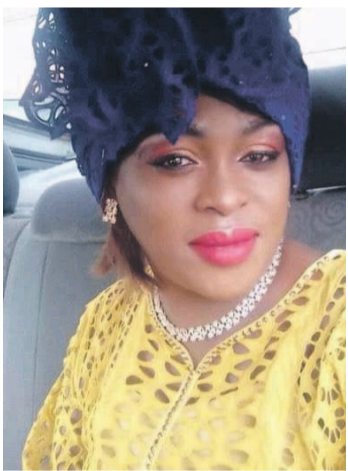
Charlem Léa Itoua

NÉCROLOGIE

La famille Dédé informe aux parents, amis et connaissances du décès de leur fille, nièce, mère et tante Dieudonné Grâce Justice Dédé (Alias mère Yako), survenu à Brazzaville le 30 avril 2022.

La veillée mortuaire se tient sur la rue Passa, à Ngamakosso (Réf: Arrêt Ecole).

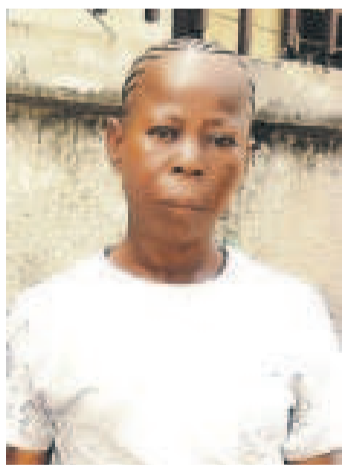
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Arsène Gobali, agent des Dépêches de Brazzaville, et la famille Mbavoula annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère, soeur et tante Margueritte Owila (propriétaire foncier au village Yé, terre Ebina), le 3 mai 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°46, rue Malé, à Mikalou (rfce: avenue de la Tsiémé).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



La famille Mouvimba, Célestin Mantadi, agent Conseimo.SI., Yvon Florian Mpeto, Pauline Moundele et Gaspard Mbemba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de la veuve Mpeto née Batitila Martine (inspectrice de l'ONPT à la retraite), le 1^{er} mai 2022, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur l'avenue des 3 Martyrs au n°757 (rfce arrêt 753).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



ENTREPRENEURIAT

Sortie officielle de l'Association des femmes unies pour l'entraide et projets communs

Les retrouvailles ont eu lieu le 6 mai à la sous-préfecture de Hinda, dans le département du Kouilou, en présence de la présidente du bureau exécutif de l'association, Elisabeth Mangoko, accompagnée d'autres membres et sous le regard de nombreux curieux de la localité.



Les membres de l'Association des femmes unies pour l'entraide et projets communs de Nkougou/Adiac

Pour la présidente du bureau exécutif, l'association est un mouvement de femmes et d'hommes regroupés autour d'un idéal commun pour s'entraider et entreprendre des projets d'intérêt collectif. Celle-ci est ouverte à toute personne susceptible d'adhérer à ses statuts disponibles à son siège.

Elisabeth Mangoko a signifié que cette association est apolitique et s'emploie pour des activités éco-

nomiques. Elle a, entre autres visées, la promotion des idéaux de paix et du vivre ensemble chers au président de la République, car sans la paix rien de concret ne pourra se dréaliser. En d'autres termes, la président exécutive a soutenu avec force qu'aucun développement n'est possible sans la paix et le vivre ensemble.

« Dans la société congolaise, les femmes sont considérées comme le socle de la famille. Les

femmes rurales représentent une force économique pleine de ressources. Celles-ci contribuent à la fois aux revenus familiaux et à la croissance de leurs communautés à travers diverses initiatives. Qu'elles travaillent comme entrepreneures, ouvrières agricoles ou autres, dans des entreprises familiales, à leur compte ou pour d'autres, les femmes assument la majeure partie du travail », a-t-elle signifié.

Cette association est composée d'un bureau d'honneur de six membres présidé par Roland Bouity Viaudo, d'un bureau exécutif de six membres dirigé par Elisabeth Mangoko suivi d'une commission de contrôle et de vérification de quatre membres dirigée par Joseph Mampouya.

Notons qu'après cette sortie officielle, d'autres actions sont programmées dont la vulgarisation des statuts et du règlement intérieur de l'association qui a été bien accueillie par l'ensemble des habitants de la contrée.

Séverin Ibara

ELECTION À LA TÊTE DU CAMES

La Côte d'Ivoire sollicite le soutien du Congo

Après la disparition du secrétaire général du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), Bertrand Mbatchi, le conseil des ministres de cette institution entend renouveler ses instances dirigeantes. La Côte d'Ivoire, candidate à ce poste, a sollicité le 9 mai à Oyo au nord de Brazzaville le soutien du Congo.

Porteur du message du président Alassane Ouattara à son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ivoirien, Adama Diawara, a été reçu, à cet effet, en audience par ce dernier.

La rencontre a été l'occasion pour l'émissaire ivoirien de présenter au chef de l'Etat congolais le candidat au poste de secrétaire général du Cames, Soulaymane Konaté – professeur titulaire en écologie, directeur général de la Recherche et de l'Innovation. « Nous lui avons transmis un exemplaire du pro-



Adama Diawara

jet institutionnel de notre candidat. Connaissant les relations séculaires qui existent entre nos deux pays et connaissant la grande influence du président Sassou N'Guesso dans l'espace Afrique centrale, le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, nous a chargé de lui demander de bien vouloir porter la candidature à ce poste prestigieux à la tête de l'institution commune d'intégration des systèmes de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui est le Cames », a indiqué le ministre ivoirien en charge de la Recherche scientifique, à

sa sortie d'audience. Et de poursuivre : « Nous pensons que le Congo nous soutiendra », car a-t-il dit, pour le président Denis Sassou N'Guesso, « là où se trouve l'intérêt de l'Afrique, c'est son cheval de bataille. Nous n'avons aucun doute là-dessus ».

Le Cames, créé en 1968, régle les questions de l'enseignement supérieur dans dix-neuf pays. Il a pour objectifs, entre autres, favoriser la compréhension et la solidarité entre les Etats membres, instaurer une coopération culturelle et scientifique permanente entre les Etats.

Josiane Mambou Loukoula

CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR L'AFRIQUE

Brice Arsène Mankou nommé directeur d'études et de recherches au Canada

Sociologue et enseignant à l'École nationale d'administration publique du Québec et au Centre de formation et de coopération internationale, le Franco-Congolais Brice Arsène Mankou vient d'être nommé un des directeurs d'études et de recherches du Centre africain de recherche interdisciplinaire sur l'Afrique (Caria).



Passionné par la recherche en Afrique, le Franco-Congolais est déterminé par l'orientation fondamentale et la recherche action sur des thématiques qui touchent le développement socioéconomique du continent.

En tant que nouveau directeur de recherche du Caria, il s'est dit prêt à travailler sur les questionnements du devenir de l'Afrique : « Où en est l'Afrique avec les Objectifs de développement durable, ou encore le changement climatique aujourd'hui? » / « Qu'en est-il de la régionalisation en Afrique, ou des projets du Nepad, voire les échanges inter-africains ? » / « Où en est-on avec la décentralisation, et pour quelles

implications économiques et sociales ? ». « L'Afrique s'en sortira demain en investissant dans le capital humain et l'économie de la connaissance en formant sa jeunesse », a confié Brice Arsène Mankou qui entend faire, dans ses nouvelles fonctions, la promotion de la connaissance au service de l'Afrique.

Pour ce faire, semble-t-il, il devra déployer ses efforts en deux axes majeurs. Le premier s'orientera vers la recherche fondamentale dans le but de mieux faire connaître l'Afrique au Canada, et auprès des instituts de recherche, en mettant en valeur sa contribution dans la formulation des grandes problématiques en rapport avec le développement des sociétés contemporaines. Le second va être centré sur la recherche appliquée interdisciplinaire qui se focalisera sur les actions concrètes à mener en faveur de l'émancipation et du développement socioéconomique du continent.

Auteur de plusieurs recherches et études sociologiques, le tout nouveau directeur du Caria enseigne la sociologie à Sciences Po-Reims et à l'université de Rouen Normandie ainsi qu'à l'École nationale d'administration publique du Québec.

Marie Alfred Ngoma

HOMMAGE

Bob Marley, 41 ans dans l'au-delà

Décédé le 11 mai 1981 à Miami, dans l'ombre, loin de la scène et de son public, à l'âge de 36 ans, l'icône du mouvement rastafari, Bob Marley, sera commémorée partout à travers le monde le 11 mai, à l'occasion des quarante et un ans de sa disparition.

En République du Congo, la commémoration de la disparition de Bob Marley aura lieu à l'Institut français du Congo (IFC) à travers le festival Mboté Bob pour un concert exceptionnel.

Participeront à ce concert pour faire vibrer les mélomanes de ce genre musical, les grands artistes du reggae, notamment Ras-Kaya, Shipata, Kizma Connection et les gagnants des scènes tremplins reggae Pavy Kombo, Doc J et la Petite Dodo...

De son vrai nom Robert Nesta Marley dit Bob Marley, le "Pape du reggae", comme ses admirateurs l'appellent jusqu'à ce jour, n'a pu résister à son cancer généralisé, avec trois tumeurs au cerveau, une à l'estomac et une aux poumons. C'est ainsi qu'il a mis fin à sa vie. Chanteur et auteur-compositeur-interprète, cette icône du reggae, de nationalité jamaïcaine, a vendu plus de deux cents millions d'albums dans le monde. Le premier enregistrement de Bob Marley date de 1962. Cependant, c'est au début des années 1970 qu'il lance le premier opus à succès, à savoir "I can see clearly now". Mais le "Pape du reggae" doit sa renommée internationale à travers la chanson "No woman no cry" enregistrée en 1975.

Bruno Okokana

